

LIONEL ZINSOU

Cofondateur et coprésident de SouthBridge, président du think tank Terra Nova, ancien Premier ministre du Bénin, ancien président de PAI Partners

Michel Kazatchkine, conseiller spécial du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève

Je vais peut-être me tourner vers vous, Lionel, parce que l'Afrique est bien sûr l'une des régions qui, en dépit de sa diversité, a réussi à s'unir de manière remarquable pour riposter face à la pandémie. Pourriez-vous nous en dire plus, nous faire part de quelques réflexions sur la gouvernance régionale et nous dire si elle doit néanmoins dépendre d'une gouvernance mondiale à l'avenir ? Cela peut concerner la santé, mais également d'autres enjeux abordés à l'occasion de cette édition de la WPC.

Lionel Zinsou

Merci. Vous m'avez demandé de me dédoubler et de ne pas être que moi-même dans ce panel. Vous avez tout à fait raison parce qu'un de mes collègues, qui était très attaché à être présent aujourd'hui, Michel Sidibé, ancien ministre de la Santé de la République du Mali, mais surtout le très marquant responsable et patron d'ONUSIDA, ne pouvait pas être là physiquement, mais voulait être là intellectuellement. Il m'a donc demandé de partager quelques messages qui vont tout à fait dans le même sens que ce que notre excellent collègue vient de dire.

L'Union africaine a été complètement différente en 2020-2021 de ce que l'on pouvait penser et de ce qu'elle avait été auparavant. Elle est un exemple remarquable d'une réponse rapide et assez prometteuse. Michel Sidibé me demande de vous dire que la situation est très préoccupante, au sens où nous ne sommes absolument pas prêts pour les évolutions, et en même temps elle est assez prometteuse, au sens où il y a eu beaucoup d'innovations, notamment de gouvernance, dans la période actuelle, qui vient de prévaloir pendant trois ans.

Il me demande d'attirer votre attention sur un certain nombre de chiffres symboliques, mais quand même assez éclairants. L'Afrique n'est rien en matière de production, de distribution, d'administration et de capacité d'accès aux médicaments, aux traitements et aux équipements. Cela fait beaucoup.

Même si l'utilisation des vaccins en Afrique est devenue importante, 1 % de ces vaccins sont produits par l'Afrique elle-même. Même s'il y a un développement important et récent des traitements et de la consommation de médicaments, 95 % des consommations de médicaments sont importés sur le continent africain. C'est évidemment un record. En



revanche, il y a des sujets proches du crime organisé. D'après l'OMS, 40 % des volumes de faux médicaments dans le monde concernent le continent africain.

Clairement, le système de santé publique, qui n'est pas simplement l'administration des soins, mais aussi la prévention, la répartition pharmaceutique, l'accès aux médicaments et l'équipement, reste profondément défaillant. Pour vous donner une idée, le marché pharmaceutique mondial, dans les chiffres de Michel, est de l'ordre de 1 400 milliards de dollars. Le marché du médicament et de l'industrie pharmaceutique en Afrique est un peu inférieur à 1 milliard de dollars. On est très en dessous d'un millième pour un continent qui rassemble 18 % de la population du monde. On est véritablement devant des chiffres qui indiquent une situation extrêmement préoccupante.

Pourtant, quels sont les éléments prometteurs ? Ils sont précisément dans l'évolution de la gouvernance. On avait la chance d'avoir en 2020, comme président de l'Union africaine, le président du pays le plus avancé, quels que soient les paramètres, en termes d'équipements, d'accès aux soins, de laboratoires et de répartition pharmaceutiques. Indépendamment de la gouvernance de santé publique, donc une réponse rapide, dans le domaine de la dette et dans le domaine des conséquences économiques de la pandémie, il y a eu des réponses également rapides et efficaces. Michel Sidibé est chargé de créer l'Agence africaine du médicament, qui va être un progrès très important.

Aujourd'hui, sur 55 pays membres de l'Union africaine, 2 pays sont considérés comme ayant des agences nationales du médicament d'un niveau international, selon le classement de l'OMS. Celle de l'Égypte et celle de la République d'Afrique du Sud sont au sommet des qualifications. Cela laisse 53 pays en deçà de ce niveau.

Il est envoyé spécial de l'Union africaine pour créer cette agence et le fait de la créer est très significatif. Elle sera à Kigali avec un support politique important. Ce sera une façon de prolonger tout ce qui a été dit du CDC qui, je crois, a été salué par vous dans le panel précédent, comme étant une institution ayant permis d'harmoniser beaucoup de choses en Afrique, et très vite, pendant la pandémie, en 2020.

Cela ira aussi dans le sens des plates-formes numériques qui ont été mises au point extraordinairement vite avec le secteur privé, à l'initiative de l'Union africaine, et qui ont permis d'importer tout ce que l'on pouvait importer à des prix très bas. En effet, ce sont des plates-formes numériques permettant d'avoir une vision complète des prix, en s'affranchissant des lourdeurs des marchés publics, en ayant des marchés continentaux et non pas des marchés par pays, et en ayant un mécanisme automatique de paiement financé par Afreximbank, un dispositif d'une efficacité incroyable.

Néanmoins, ce qui était incroyable, c'est qu'il n'y avait pas dans beaucoup de domaines, notamment celui de la vaccination, d'offres disponibles. C'était différent pour les équipements, les respirateurs, les masques, etc., mais pour les vaccins – et j'imagine que cela va être l'objet du traité sur la pandémie –, il y a eu un protectionnisme incroyable. L'Afrique a été la grande victime du non-accès aux vaccins. Cependant, du point de vue de la gouvernance et de l'efficacité, la réponse a été très complète et extrêmement rapide puisqu'elle était opérationnelle à l'automne 2020. Je n'ai rien à ajouter à ces deux constats.



C'est très préoccupant, mais assez prometteur en termes d'institutions, et plus que d'institutions, de passages à l'acte, si ce n'est qu'il faut souligner le secteur privé. Vous avez évoqué l'idée qu'il y aurait de la coproduction de la gouvernance avec le secteur privé, ou le secteur disons associatif des grandes fondations, ou la capacité de réaction du Fonds mondial qui a inscrit le Covid très rapidement dans ses priorités à côté des autres grandes pandémies. C'est aussi tout un secteur très important.

Je fais juste un témoignage comme banquier d'affaires, comme financier. Aujourd'hui, il y a une mobilisation importante de fonds et le secteur privé réagit avec des perspectives d'investissement très significatives dans l'ensemble des compartiments du *healthcare*, de la santé publique et évidemment sur les vaccins.

Nous travaillons, par exemple, avec la Fondation Bill et Melinda Gates, parce qu'il nous faut des moyens d'ensemencement financier, de SIV Money. Avec la Fondation Gates, nous sommes en train de les déployer pour créer un tissu de PME, parce qu'il y a beaucoup de PME, des cliniques aux répartiteurs de pharmacie. Dans le secteur privé, il y a beaucoup de ressources, sauf les ressources financières, sauf les ressources en capital. Aujourd'hui, c'est un compartiment important du développement financier. Le secteur privé existe. Merci.

Michel Kazatchkine

Merci beaucoup. Je voudrais dire que les évaluations à la fois du panel financier du G20 et de notre panel indépendant estiment que pour la préparation aux pandémies, les besoins seraient de l'ordre de 15 milliards par an, avec la possibilité aussi d'avoir une sorte de réserve immédiatement mobilisable de 50 à 100 milliards. Je ne vais pas rentrer dans les détails, mais ces sommes sont évidemment, comme vous l'avez souligné, Monsieur Zinsou, sans comparaison avec les 22 mille milliards de coût estimé de la pandémie sur les années 2020-2025.